



Charente
Maritime



Agir MAINTENANT dans le 17

La DG souhaite une nouvelle organisation de nos services !

Lors de la réunion des n°1, le 13 décembre 2018, le DG a remis un document présentant l'organisation du réseau à l'horizon 2022. Celui-ci est édifiant quant à l'avenir de nos missions !

Les suppressions sur les 3 années à venir sont connues des DDFIP depuis décembre !

A la lecture de ce document national, tout est dit quant au déroulement des opérations. Ainsi, nous pouvons lire que **fin 2018, SPIB a fourni à chaque directeur la cible en suppressions d'emplois pour les 3 années à venir !**

2) Préparer un projet d'adaptation du réseau aux emplois qui resteront. Voilà le travail des DDFIP entre janvier et mi-février. Attention, ce projet classé "secret défense" pourrait s'autodétruire en cas d'indiscrétion...

Dans la foulée, les directeurs devront avant le 15 février (en étroite concertation avec le préfet) préparer en fonction de ces suppressions d'emplois un projet pour "bâtir un nouveau réseau" comme le dit le DG. Il s'agit plutôt de sabrer totalement notre administration à la lecture de ce même document (fusion de SIP, fusion de SIE pour créer de grosses entités jusqu'à 50 agents... Externalisation possible de SPF, du CDIF ou de SIE du chef lieu vers les territoires... Fermetures massives de trésoreries...).

3) Phase d'échange entre la DG et les DDFIP entre mi février et mi mars sur les projets des directions... Et nous, on est des sous-merdes ?

Entre le 15 février et la mi-mars, la note précise qu'il y aura une phase d'échange entre les directeurs et les services centraux sur les projets qu'ils auront fait remonter.

Une fois que le projet départemental sera ficelé et avalisé par la DG, la note précise qu'elle autorisera seulement alors à communiquer le projet aux agents, aux Organisations Syndicales et aux élus locaux. Nous serons donc toutes et tous mis devant le fait accompli, à charge de discuter des mesures d'accompagnement.

Aujourd'hui, nous sommes toutes et tous concerné(e)s !

Aucune mission ne sera préservée

Aucun emploi n'est garanti

Aucune structure n'est stable

Nous vous proposons des actions sur le département dans le cadre des annonces nationales appelant à toutes formes d'actions sur la période des 15 premiers jours de février :

- Un rassemblement sur les CFP du département (1 chaque jour) de 9h à 9h30 en pause café.
- Distribution d'un tract au public et signature d'une pétition
- Communication intersyndicale à la presse
- Une interpellation des élus

L'intersyndicale interviendra au CTL prévu le 6 février par une déclaration liminaire commune signifiant au Directeur d'accéder aux revendications des agents et notamment de communiquer le volume d'emplois des trois prochaines années que la DG lui a communiqué pour le département.

Sans réponse favorable de sa part, l'intersyndicale quittera la salle.

Chacune et chacun doit prendre ses responsabilités et s'engager dans une action locale qui n'impacte pas la fiche de paie (nous prenons acte de la volonté de la grande majorité des agents de ne pas donner une journée de grève).

Discutez rapidement entre vous, et faites nous remonter par l'intermédiaire des correspondants des organisations syndicales sur les sites votre volonté de participer en grand nombre à ces rassemblements.

Un planning vous sera communiqué rapidement en fonction des sites qui voudront bien rentrer dans l'action. Les militants des OS seront présents sur ces sites pour vous soutenir, intervenir devant la presse et les usagers.

Nous joignons à cet appel le tract national, celui au public et la pétition.

Nous vous communiquerons ultérieurement la liminaire au CTL, la lettre aux élus.

**POUR LA SURVIE DE NOS SERVICES, C'EST MAINTENANT
QU'IL FAUT SE BATTRE, TOUS ENSEMBLE !**